CONGRÈS AFSP 2015

SCIENCES PO AIX, 22–24 JUIN 2015

ST19 : LA PROFESSION POLITIQUE AUJOURD'HUI

Comment sociologiser les transformations récentes du champ politique ?

Coord. : Philippe ALDRIN & Marine DE LASSALLE

Le « militantisme académique » comme expression d'une nouvelle façon de vivre pour et de la politique

Par

Bertram LANG

Collège d'Europe

Table des matières

1 Introduction.....1

2 Réflexions théoriques sur le concept de « militantisme académique ».....2

2.1 Expertise politisée et mobilisation des universitaires – état de l'art en sociologie politique.....2

2.2 Considérations conceptuelles et méthodologiques pour l'analyse empirique du « militantisme académique ».....5

3 Étude de cas : les mobilisations anti-corruption au Portugal.....7

4 « Joindre la recherche et l'action » – fonctionnement et implications d'un militantisme axé sur la recherche.....8

4.1 L'analyse scientifique rigoureuse comme base du travail militant.....9

4.2 Un fonctionnement basé essentiellement sur les projets de recherche.....11

4.3 Construction d'une crédibilité et d'un cadrage cohérent par la science.....13

5 Le concept de « militantisme académique » – apports et usages possibles au-delà du cas étudié.....16

Bibliographie.....20

Résumé – Le « militantisme académique » comme expression d'une nouvelle façon de vivre pour et de la politique

À partir d'une étude de cas sur les mobilisations de « chercheurs-activistes » contre la corruption au Portugal depuis le début de la crise économique, nous visons à mettre en évidence l'émergence de nouvelles opportunités de vivre « pour et de la politique », de manière certes indirecte, mais qui repose en même temps sur une multipositionnalité remarquable entre milieu universitaire, univers militant et espace médiatique. Au-delà du constat d'un usage devenu commun de l'expertise académique par les acteurs de la « société civile », nous montrons les complémentarités et les logiques de légitimation à double sens qui existent entre la recherche universitaire et la défense de cause auprès des pouvoirs publics et des médias. Autant que le statut d'universitaire crédibilise les propos tenus en tant qu'activistes, l'appartenance à un réseau militant réputé comme Transparency International vient, entre autres, faciliter l'obtention de financements pour des « projets », clé de voûte entre recherche et *advocacy* propagée notamment au niveau européen. Notre analyse soutient ainsi l'hypothèse selon laquelle les grandes « organisations de la société civile » ne sont pas seulement devenues en elles-mêmes des acteurs politiques d'importance, mais peuvent également constituer des plateformes de redistribution de ressources politico-économiques et influencer ainsi le jeu politique aux niveaux inter- et intranational.

Mots clés : *Militantisme académique, défense de cause, anti-corruption, expertise, société civile*

Abstract – "Scholarly activism" as a new form of living for and off politics

Based on a field study among "scholar-activists" against corruption in Portugal since the beginning of the economic crisis, this research sets out the emergence of new opportunities to live both *for* and *off* politics, albeit indirectly, but in ways which demonstrate a remarkable multipositionality of actors between academia, civil society activism, and presence in mass media. Going beyond the ordinary observation of a more and more common use of academic expertise by "civil society" actors, I show the complementarity and the two-way legitimation processes which link scholarly research and advocacy with public authorities and the media. As much as the status of being an academic expert confers credibility to statements made in the quality of an activist, the affiliation to a well-known activist network like Transparency International also facilitates, among other things, the acquisition of funds for "projects", which are notably used at the European level as a cornerstone linking research and advocacy. The analysis thus supports the hypothesis that today's major "civil society organisations" have not only become important political actors in their own right, but that they also constitute platforms to redistribute politico-economic resources, thereby influencing the political game at both the inter- and intranational level.

Keywords: *Scholarly activism, advocacy, anti-corruption, expertise, civil society*

1 Introduction

Parmi la pluralité des profils qui peuvent désormais garantir une participation au jeu politique et un accès privilégié aux milieux décisionnels, l'« expert » et le « militant associatif » sont deux figures bien établies dans la littérature sociologique du politique.[1] Alors que les deux profils paraissent a priori représenter des logiques politiques bien différentes, voire opposées – la recherche de la décision rationnelle d'un côté, la participation de la « société civile » au processus démocratique de l'autre – l'usage de l'expertise scientifique par les « organisations de la société civile » (OSC) est devenu de plus en plus commun au cours des deux dernières décennies : il est devenu normal que les entrepreneurs de cause se dotent d'études et de données scientifiques pour crédibiliser leurs revendications devant les décideurs politiques et pour accroître et légitimer leur influence sur les processus décisionnels.[2]

Or, si les savoirs académiques peuvent donc constituer une ressource de légitimation importante pour la participation des acteurs toujours plus professionnalisés de la « société civile » dans la production de politiques publiques, la littérature sociologique a accordé beaucoup moins d'attention au fait que l'inverse peut également être le cas : en effet, le phénomène auquel nous nous intéresserons par la suivante est celui de chercheurs universitaires qui transforment leur sujet d'intérêt académique en *cause* politique[3] ou en *problème public*, se faisant ainsi eux-mêmes « propriétaires » de ce problème[4] dans l'espace public. Dans la tradition d'une sociologie constructiviste et interactionniste de l'engagement politique, il s'agira de comprendre les « conditions de possibilité »[5] d'une telle multipositionnalité entre deux milieux professionnels, ainsi que les motivations et les stratégies par lesquelles les acteurs en question arrivent à s'imposer comme intervenants légitimes dans les deux espaces et à tirer eux-mêmes bénéfice de ce double engagement. Au-delà de l'attention portée aux interdépendances entre opportunités et stratégies, cette analyse bénéficie des apports de l'analyse des cadres[6] pour comprendre les facteurs idéels permettant de lier et entremêler production académique et mobilisation sociale.

1 Voir parmi beaucoup d'autres : E. HENRY. « Nouvelles dynamiques de savoirs et permanence des rapports de pouvoir », *Revue française de science politique* 61 (4), 2011, pp. 707–726; M. CALLON *et al., Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Paris, Seuil, 2001; H. S. BECKER, *Outsiders. Studies in the sociology of deviance*, New York, The Free Press, 1973; M. OFFERLÉ, *Sociologie des groupes d'intérêt,* 2e édition, Paris, Montchrestien, 1998.

2 Cf. P. HAMMAN, J.-M. MÉON et B. VERRIER (éds.), *Discours savants, discours militants : mélange des genres*, Paris, L'Harmattan, 2002.

3 Pour la notion d'entrepreneurs de cause, cf. H. S. BECKER (éd.), *Social Problems. A Modern Approach*, New York, London, Sydney, John Wiley & Sons, 1966, pp. 1–34.

4 J. R. GUSFIELD. « Constructing the Ownership of Social Problems: Fun and Profit in the Welfare State », *Social Problems* 36 (5), 1989, pp. 431–441.

5 E. GOFFMAN, *Les moments et leurs hommes*, Paris, Seuil / Minuit, 1988, p. 141.

6 Cf. R. D. BENFORD ET D. A. SNOW. « Processus de cadrage et mouvements sociaux : Présentation et bilan », *Politix* 99 (3), 2012, pp. 217–255; D. A. SNOW *et al. «* Frame Alignment Processes, Micromobilization and Movement Participation », *American Sociological Review* 51 (4), 1986, pp. 464–481.

Partant de cet échafaudage conceptuel, c'est à travers une étude de cas approfondie des mobilisations de « chercheurs-activistes » contre la corruption au Portugal – notamment au sein de l'association *Transparência e Integridade, Associação Cívica* (TIAC), branche portugaise de *Transparency International* (TI) – que nous développons le concept d'un « militantisme académique » pour appréhender les phénomènes esquissés ci-dessus. La recherche de terrain pour ce travail s'est déroulée de janvier à mars 2014 et repose essentiellement sur l'observation participante du travail de TIAC et une vingtaine d'entretiens semi-guidés menés à Lisbonne (siège de TIAC) et à Berlin (siège du secrétariat de TI). Le corpus de données a été complété par des documents publics et internes produits par TIAC et TI, une analyse des interventions médiatiques au nom de TIAC ainsi que des travaux académiques publiés par les dirigeants de TIAC eux-mêmes au sujet de la corruption.

Après une discussion théorique et conceptuelle à propos des imbrications entre monde universitaire et militantisme associatif (2) ainsi qu'une présentation de l'étude de cas sur le mouvement anti-corruption au Portugal qui sous-tend ce travail (3), différents aspects caractéristiques du « militantisme académique » – le rôle primordial de l'argumentation scientifique, la centralité des projets de recherche dans le travail associatif et la crédibilisation et la mise au point d'un cadrage cohérent du problème – seront exposés à partir du cas de TIAC (4). Finalement, nous discuterons les apports et usages possibles de ce concept au-delà du cas étudié (5).

2 Réflexions théoriques sur le concept de « militantisme académique »

2.1 Expertise politisée et mobilisation des universitaires – état de l'art en sociologie politique

La valorisation toujours plus grande des connaissances spécifiques dans la « société du savoir »[7], allant de pair avec une vision techniciste propre aux principes désormais omniprésents de la bonne gouvernance, explique pourquoi le rôle de l'expertise dans la production des politiques publiques ne cesse d'augmenter. Or, l'expertise n'est expertise que si elle est perçue et légitimée en tant que telle, sachant que la légitimité de l'expertise peut reposer à la fois sur son (apparent) bien-fondé scientifique et la crédibilité de ses producteurs et revendicateurs.[8]

Au-delà d'une expertise directement sollicitée par les pouvoirs publics, des OSC, au lieu de se borner à répondre à des questions ou problèmes prédéfinis par les institutions étatiques, peuvent se constituer autour d'un thème qu'ils s'attachent à ériger en « problème public » en

7 Sur le lien entre « société du savoir », « décision rationnelle » et expertise, cf. S. O. HANSSON. « Les incertitudes de la société du savoir », *Revue internationale des sciences sociales* 171 (1), 2002, pp. 43–51.

8 HENRY, Nouvelles dynamiques de savoirs et permanence des rapports de pouvoir, op. cit., p. 722. Ceci ouvre bien sûr la voie à de possibles abus de l'expertise grâce à une simple apparence scientifique ou des 'arguments d'autorité'.

mettant en exergue la disparité entre un *diagnostic* de la réalité sociale et un certain idéal social et dont ils peuvent ensuite devenir les spécialistes habilités à proposer des solutions.[9] Si cela ne se traduit pas forcément en réformes concrètes, une telle expertise militante peut en tout cas sortir un sujet de l'invisibilité sociale et exercer une pression sur les gouvernants pour les amener à justifier leur (in)action.[10] Une telle *contre-expertise* implique donc l'utilisation d'outils et de savoirs scientifiques à deux fins : pour mettre un problème sur l'agenda public et pour développer des recommandations concrètes en vue de le résoudre.

Pourtant, la frontière entre expertise et contre-expertise n'est pas étanche, notamment en vue d'une tendance générale à la multiplication des perspectives d'expert dans la production des politiques publiques.[11] La forte tendance à l'inclusion active des OSC dans les procédures de délibération institutionnelles – observée surtout au niveau européen par Aldrin[12] – est susceptible de mettre à rude épreuve la thèse d'une construction ou définition autonome d'un problème public par la contre-expertise de la société civile. En effet, cette incorporation dans les logiques institutionnelles revient certes à une légitimation des acteurs de la 'société civile', mais comporte aussi le danger d'une récupération, voire d'une « vasallisation »[13] de ces OSC par les pouvoirs publics, et donc globalement la production d'une expertise « de plus en plus 'apprivoisée' ».[14] En tout cas, le débat continu entre hérauts de la fin du « monopole du savoir »[15] des pouvoirs publics dans une nouvelle « société du savoir » et auteurs qui accentuent plutôt la « permanence des rapports de pouvoir »[16] montre l'importance des rapports de force entre militants munis de connaissances spécifiques et pouvoirs publics disposant des compétences formelles (et souvent des ressources financières nécessaires à la production de l'expertise) pour l'analyse de l'expertise militante.

Du côté de l'analyse des mobilisations sociales, le rôle toujours plus grand des experts dotés d'une forte légitimité personnelle au sein de nombreuses OSC a été analysé par Offerlé

9 Voir p.ex. l'analyse très fine que fait Schophaus de l'utilisation des experts par l'organisation altermondialiste ATTAC (M. SCHOPHAUS, *Der Kampf um die Köpfe. Wissenschaftliche Expertise und Protestpolitik bei Attac*, Baden-Baden, Nomos, 2009, pp. 139–189) ; cf. aussi V. HEINS, *Weltbürger und Lokalpatrioten. Eine Einführung in das Thema Nichtregierungsorganisationen*, Opladen, Leske + Budrich, 2002, p. 42; C. ROBERT. « L'expertise comme mode d'administration communautaire : Entre logiques technocratiques et stratégies d'alliance », *Politique Européenne* 11 (3), 2003, pp. 57–78, pp. 57–60.

10 Cf. HENRY, Nouvelles dynamiques de savoirs et permanence des rapports de pouvoir, op. cit., p. 722.

11 Cf. P. LASCOUMES. « L'expertise, de la recherche d'une action rationnelle à la démocratisation des connaissances et des choix », *Revue française d'administration publique* 103 (3), 2002, pp. 369–377, pp. 373–376.

12 P. ALDRIN. « La "société civile européenne", entre idéal démocratique et contingences politiques : De Maastricht à Lisbonne, les mises à l'agenda parlementaire de l'ouverture aux lobbys et à la société civile », *in:* J. Auvret-Finck (éd.), *Le Parlement européen après l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne,* Paris, Larcier, 2013, pp. 183–207 .

13 J. WEISBEIN. « Le militant et l'expert : les associations civiques face au système politique européen », *Politique Européenne* 2001/3 (4), 2001, pp. 105–118, p. 115.

14 HENRY, Nouvelles dynamiques de savoirs et permanence des rapports de pouvoir, op. cit., p. 718.

15 HEINS, Weltbürger und Lokalpatrioten, op. cit., p. 45

16 HENRY, Nouvelles dynamiques de savoirs et permanence des rapports de pouvoir, op. cit..

comme le registre de « l'appel à l'expertise »[17]. Mais comment rendre compte du phénomène que ces experts académiques se mobilisent eux-mêmes et se constituent en groupe d'activistes ? La notion de « scholarly activism » avait suscité un certain intérêt dans la littérature anglo-saxonne dès les années 1960, à une époque où le contexte socio-politique mettait clairement en cause le mythe de l'université comme instance 'neutre' dans la société.[18] Cependant, les travaux récents à ce propos se font plus rares, et se concentrent en grande partie sur le militantisme comme extension ou simple application du travail académique dans la société civile ou en politique,[19] sans pour autant prêter attention aux processus de constitution mutuelle entre monde universitaire et militant, qui sont au cœur du phénomène de « militantisme académique » dont nous rendrons compte par la suite. Ce terme a déjà été utilisé par Weisbein pour décrire au sujet de jeunes activistes fédéralistes « le transfert dans des cursus politiques européens de ressources d'expertise ».[20] Il dessine ainsi les contours d'une analyse sensible aux rétributions du militantisme associatif à la fois dans le monde politique et au sein de l'« académie européenne »[21], contours qui seront concrétisés et développés ici afin de prendre en compte les multiples usages des registres académiques dans l'engagement associatif et l'interaction entre différents niveaux administratifs (européen et national notamment) dans la gouvernance/gestion étatique *et* associative.

Si nous évoquons ici le « militantisme académique » comme une *nouvelle* forme de vivre *pour* et *de* la politique au sens weberien, il importe de situer ce phénomène dans le contexte des transformations plus larges du monde associatif et des relations État-société, sans pour autant négliger les continuités avec des formes antérieures de l'engagement.[22] Concernant les transformations sociales des 30 dernières années, le postulat d'Hély selon lequel « l'importance prise par le monde associatif résulte avant tout d'une politique de brouillage des frontières entre privé et public et d'une déstabilisation profonde des relations salariales »[23] relativise la croyance en une 'société civile' toujours plus active et indépendante de 'l'État' et invite à interroger, comme nous le ferons par la suite, les interrelations entre politiques publiques et engagement citoyen.

17 OFFERLÉ, Sociologie des groupes d'intérêt, op. cit., pp. 119–121.

18 S. MULLER. « The limits of scholarly activism », *P.S.* 2 (4), 1969, pp. 582–590

19 Cf. entre autres A. COHEN ET J. WEISBEIN. « Laboratoires du constitutionnalisme européen : Expertises académiques et mobilisations politiques dans la promotion d'une Constitution européenne », *Droit et Société* 60, 2005, pp. 353–371; J. W. KOSCHORECK *et al.* « Queer Scholarly Activism : An Exploration of the Moral Imperative of Queering Pedagogy and Advocating Social Change », *International Journal of Critical Pedagogy* 3 (1), 2010, pp. 8–25; P. LASCOUMES. « Changer le droit, changer la société : Le moment d'un retournement », *Genèses* 77 (4), 2009, pp. 110–123.

20 J. WEISBEIN. « Sciences sociales, sciences biologiques, savoirs situés : Les militants fédéralistes et les surfeurs comme experts », Communication au Congrès AFSP, Paris 2013, p. 4.

21 C. ROBERT ET A. VAUCHEZ. « L'Académie européenne. Savoirs, experts et savants dans le gouvernement de l'Europe », *Politix* 23 (89), 2010, pp. 9–34.

22 F. SAWICKI ET J. SIMÉANT. « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du Travail* 51 (1), 2009, pp. 97–125, p. 100.

23 M. HÉLY, *Les métamorphoses du monde associatif*, Paris, Presses universitaires de France, 2009 (Le lien social), p. 4.

En examinant dans quelle mesure le « militantisme académique » étudié ici représente une nouvelle façon de vivre *de* la politique, la distinction entre salarisation et professionnalisation dans la reconnaissance du travail associatif est essentielle. Alors que la première se réfère directement à une rétribution économique (permanente), la deuxième est, dans une perspective interactionniste empruntée à Hughes[24], « un processus de construction sociale de la reconnaissance accordée à un groupe, qui devient par là même 'professionnel' »[25]. Dans notre cas d'étude, la salarisation ne joue qu'un rôle secondaire car elle ne concerne que des emplois administratifs qui d'ailleurs sont difficiles à pérenniser à cause d'un financement irrégulier sur projet. La professionnalisation, en revanche, qui implique une licence exclusive pour l'exercice de certains activités, la « mise en avant d'une éthique de la 'profession' »[26] et une définition de règles sociales pour orienter la profession « vers un intérêt 'social', sinon général, plutôt que vers des intérêts particuliers »[27], saisit bien le phénomène auquel nous nous intéressons, même si les rétributions financières du travail associatif pour les « militants académiques » sont rarement directes. Il s'agira donc de comprendre quelles conditions de possibilités et quelles stratégies des acteurs contribuent à l'évolution d'un simple bénévolat en temps libre vers cette « professionnalisation » de l'engagement qui passe aussi par la reconnaissance accrue des compétences spécifiques du travail bénévole associatif dans d'autres secteurs de la société.[28]

2.2 Considérations conceptuelles et méthodologiques pour l'analyse empirique du « militantisme académique »

La multipositionnalité des acteurs entre monde universitaire et monde militant est au cœur du phénomène étudié ici. Alors que l'appartenance et la position des acteurs au sein du *champ universitaire* sont fortement codifiées et bien identifiables à travers les titres, institutions et publications académiques, les frontières et rôles au sein de la 'société civile' sont beaucoup plus flous. Malgré son auto-désignation comme « *one* global movement sharing *one* vision »[29], TI ne correspond guère à des définitions plus étroites d'un *mouvement social*, qui incluent souvent des éléments de contestation et d'organisation par le bas.[30] Étant donné que notre approche ques-

24 E. C. HUGHES, *Le Regard sociologique. Essais choisis*, Paris, EHESS, 1996.

25 A. DUSSUET ET E. FLAHAULT. « Entre professionnalisation et salarisation, quelle reconnaissance du travail dans le monde associatif ? », *Formation emploi* 111, 2010, p. 37.

26 DUSSUET, FLAHAULT, Entre professionnalisation et salarisation, quelle reconnaissance du travail dans le monde associatif ?, op. cit., p. 40.

27 DUSSUET, FLAHAULT, Entre professionnalisation et salarisation, quelle reconnaissance du travail dans le monde associatif ?, op. cit., p. 40.

28 M. SIMONET. « Penser le bénévolat comme travail pour repenser la sociologie du travail », *Revue de l'IRES* 44, 2004, pp. 141–155; HÉLY, Les métamorphoses du monde associatif, op. cit., p. 7.

29 Transparency International (2015) *Our organisation ;* mise en évidence originale.

30 Cf. D. A. SNOW *et al. «* Mapping the terrain », *in:* D. A. Snow *et al. (éds.), The Blackwell companion to social movements,* Malden, MA, Blackwell Publications, 2004, pp. 3–16 ; SCHOPHAUS, Der Kampf um die Köpfe, op. cit., p. 37.

tionne justement la nature et les mécanismes de fonctionnement de l'organisation étudiée, parler de 'mobilisation sociale' ou d'« action collective concertée en faveur d'une cause »[31] a l'avantage de ne pas rétrécir inutilement le regard sur l'objet d'étude et d'analyser l'entreprise de TI et de TIAC comme une « mobilisation sociale pour une cause », qui est d'ailleurs de nature *politique* en ce qu'elle « *fait appel aux autorités politiques* (gouvernement, collectivités locales, administrations...) pour apporter, par une intervention publique, la réponse à une revendication ».[32]

Les études des mobilisations sociales se concentrent très souvent sur l'étiologie de l'essor d'un mouvement ou d'une OSC, les trois 'écoles' principales mettant en avant comme facteurs explicatifs les opportunités politiques, les ressources de mobilisation, et le rôle des idées ou de l'identité.[33] Or, l'apport d'une étude de cas comme celle-ci consiste justement dans une interrogation plus approfondie du *comment* d'un tel processus, ce qui implique de rendre signifiants les choix des acteurs en fonction d'un réseau d'interdépendances qui représente un ensemble d'opportunités et de restrictions à l'action collective en question. Une telle perspective interactionniste éliasienne[34] permet d'aller au-delà des approches statiques centrées sur les seules structures politiques ou les ressources disponibles,[35] au profit d'une analyse dynamique sensible aux dimensions expressives d'une mobilisation, telles que la construction d'une « cause commune » et de motivations d'agir ensemble pour changer le statu quo. A cet égard, l'analyse des cadres, adaptée et développée pour l'étude des mobilisations sociales par Snow et al.[36] à partir d'un échafaudage conceptuel construit par Goffman, représente des apports essentiels puisqu'elle offre des outils pour comprendre à la fois l'organisation et la disciplinarisation interne au sein d'une association intellectualiste, et la forte sélectivité sociale d'une mobilisation anti-corruption à cheval entre recherche et militantisme. En même temps, d'autres perspectives théoriques, notamment celle des ressources de mobilisation, viennent complémenter cette analyse pour contrer le biais intellectualiste de l'analyse des cadres[37] et garder en vue les conditions environnantes bien réelles de l'essor d'un « militantisme académique » contre la corruption.

---

31 É. NEVEU, *Sociologie des mouvements sociaux,* 5e édition, Paris, La Découverte, 2011 (Repères), p. 11.

32 NEVEU, Sociologie des mouvements sociaux, op. cit., p. 11 ; mise en évidence originale.

33 D. MCADAM *et al. «* Introduction: Opportunities, mobilizing structures, and framing processes - toward a synthetic, comparative perspective on social movements », *in:* D. McAdam *et al. (éds.), Comparative perspectives on social movements. Political opportunities, mobilizing structures, and cultural framings,* Cambridge, New York, Cambridge University Press, 1996, pp. 1–20, p. 7 .

34 Cf. N. ELIAS, *Was ist Soziologie?*, Frankfurt am Main, Suhrkamp, 2006 (Gesammelte Schriften 5), pp. 92–133.

35 Cf. SCHOPHAUS, Der Kampf um die Köpfe, op. cit., p. 47; L. MATHIEU. « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique* 52 (1), 2002, pp. 75–100, pp. 80–84.

36 SNOW, ROCHFORD, WORDEN, BENFORD, Frame Alignment Processes, Micromobilization and Movement Participation, op. cit. ; voir aussi BENFORD, SNOW, Processus de cadrage et mouvements sociaux, op. cit.; J.-G. CONTAMIN. « Analyse des cadres », *in:* O. Fillieule *et al. (éds.), Dictionnaire des mouvements sociaux,* Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2009, pp. 38–46 .

37 MATHIEU, Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux, op. cit., pp. 88–91.

3 Étude de cas : les mobilisations anti-corruption au Portugal

De par sa charge normative, ses définitions toujours contestées et son omniprésence dans toutes les sociétés, la 'corruption' constitue l'enjeu par excellence d'une « croisade morale »[38], qu'elle soit menée pour des raisons d'opportunisme politique ou par des entrepreneurs moraux agissant par conviction.[39] L'analyse du développement international du discours anti-corruption a d'ailleurs montré que ces 'mobilisations' sont souvent portées par des élites socio-politiques et suivent rarement une approche *bottom-up*, ce qui peut aussi être attribué au caractère même de l'enjeu.[40] L'anti-corruption représente ainsi une cause qui se prête particulièrement bien au mélange entre expertise académique et militantisme. Plus généralement, on peut voir l'expansion internationale du discours anti-corruption comme faisant partie d'une avancée globale d'entrepreneurs moraux disposés et habilités à « juger la politique »[41] à partir des années 1990. Au niveau international, la « croisade anti-corruption »[42] s'insérerait ainsi dans l'expansion générale de « régimes de prohibition globaux »[43].

Alors que le processus de professionnalisation de Transparency International, la plus importante OSC dans le domaine, est bien documenté dans la littérature existante,[44] cette professionnalisation passe avant tout par le recrutement au secrétariat à Berlin de salariés formés au travail politique et de gestion et par des coopérations avec des universitaires sympathisants. En revanche, les dynamiques au niveau des sous-organisations nationales sont beaucoup moins connues et comprises, bien que celles-ci constituent autant d'objets de recherche intéressants en tant que mobilisations 'd'en bas' qui se doivent pourtant d'être professionnelles et « sérieuses » (c'est-à-dire se basant sur les registres de l'expertise et l'*advocacy* plutôt que la scandalisation) en vue d'être « accréditées » et dotées du label précieux de « chapitre national » de TI.

38 J.-L. BRIQUET. « Les conditions de félicité d'une croisade morale : Lutte anticorruption et conflits politiques dans l'Italie des années 1990 », *Droit et Société* 72 (2), 2009, pp. 285–301.

39 Cf. P. BEZES ET P. LASCOUMES. « Percevoir et juger la « corruption politique » », *Revue française de science politique* 55 (5), 2005, pp. 757–786 ;D. TÄNZLER, K. MARAS et A. GIANNAKOPOULOS (éds.), *The Social Construction of Corruption in Europe*, Farnham, Ashgate, 2012 (Law, Crime and Culture), pp. 13–29; BECKER, Outsiders, op. cit..

40 Parmi les problèmes entravant des mobilisations de masse contre la corruption, on peut nommer le caractère relativement technique de l'enjeu, une définition souvent peu claire, ou alors l'absence de victimes facilement identifiables.

41 J.-L. BRIQUET et P. GARRAUD (éds.), *Juger la politique. Entreprises et entrepreneurs critiques de la politique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2001 (Res publica).

42 E. BROWN ET J. CLOKE. « Neoliberal Reform, Governance and Corruption in the South: Assessing the International Anti-Corruption Crusade », *Antipode* 36 (2), 2004, pp. 272–294.

43 A. P. JAKOBI. « E pluribus unum? The Global Anti-Corruption Agenda and its Different International Regimes », *in:* S. Wolf et D. Schmidt-Pfister (éds.), *International anti-corruption regimes in Europe. Between corruption, integration, and culture,* Baden-Baden, Nomos, 2010, pp. 87–104, p. 87 .

44 Voir entre autres : P. LARMOUR. « Civilizing Techniques: Transparency International and the spread of anti-corruption », *ANU Discussion Papers, Policy and Governance* 05-11, 2005; S. SAMPSON. « The anti-corruption industry: from movement to institution », *Global Crime* 11 (2), 2010, pp. 261–278; C. GARZON ET T. HAFSI. « La gouvernance mondiale de la lutte contre la corruption », *Gestion* 32 (1), 2007, pp. 91–100.

TIAC, la sous-organisation portugaise de TI, se livre particulièrement bien à l'étude des dynamiques actuelles, à la fois de par sa création récente (en 2010) et en raison de son succès apparent : avec une présence régulière dans les médias nationaux et l'attention portée à ses nombreuses publications au sujet de la corruption au Portugal, TIAC apparaît d'ores et déjà comme l'une des sous-organisations les plus actives et visibles du réseau de TI. Une comparaison avec d'autres « chapitres nationaux » de TI en Europe latine montre que le nombre de chercheurs en sciences sociales est particulièrement élevé au Portugal, et que TIAC est parmi les sous-organisations les plus jeunes de TI non seulement concernant l'âge de l'association mais aussi de ses membres et dirigeants.

La conjoncture étroite entre recherche et action est palpable dans tous les aspects du travail de l'association TIAC : tout d'abord, la plupart des fondateurs et des militants les plus actifs proviennent du secteur universitaire – souvent avec une spécialisation sur les questions de la corruption ou de la démocratie – ou sont de jeunes chercheurs qui combinent travail universitaire et engagement chez TIAC. Deuxièmement, les cadres (*frames*) prédominants du problème de la corruption et de l'action collective pour y répondre sont essentiellement construits sur la base des travaux académiques antérieurs des fondateurs de TIAC, comme nous le verrons au cours d'une présentation des aspects clés relevés au cours de la recherche de terrain à Lisbonne et qui caractérisent le « militantisme académique » au chapitre suivant.

4 « Joindre la recherche et l'action » – fonctionnement et implications d'un militantisme axé sur la recherche

Suivant la perspective d'une action stratégique des acteurs qui se développe en fonction des cadres de l'action collective et des conditions environnantes, il s'agira par la suivante d'analyser le rôle des registres académiques dans la constitution et le fonctionnement de l'association TIAC ainsi que les répercussions de cet engagement associatif sur le travail académique des chercheurs-activistes. Dans un premier temps, nous présenterons les différentes fonctions directes d'une production académique hybride entre monde universitaire et militant dans la création et le développement de l'association TIAC. Ensuite, nous monterons comment les *projets de recherche* ainsi que la production de rapports déterminent le fonctionnement de l'association, à la fois par rapport à son organisation et son financement. Troisièmement, les effets indirects des savoirs académiques sur la corruption, et pour la crédibilisation externe et pour le cadrage interne de l'action collective, seront discutés.

4.1 L'analyse scientifique rigoureuse comme base du travail militant

La nécessité de rendre compte empiriquement du « phénomène de la corruption au Portugal » est soulignée de façon récurrente dans les documents officiels de TIAC et par les activistes eux-mêmes. Suivant le discours de TIAC, un tel travail serait à la base d'une « conscientisation de la population »[45] ainsi que d'un discours sérieux et crédible pour gagner de l'influence politique. L'importance d'un tel travail découle aussi, selon beaucoup de chercheurs-activistes, de la nécessité d'établir un discours systémique sur le problème de fond au lieu de scandaliser et de dénoncer des « pommes pourries ».[46]

En examinant la *base scientifique* du travail militant de TIAC, l'imbrication entre production académique et documents programmatiques de l'organisation devient immédiatement apparent. D'un côté, les documents publiés au nom de TIAC ont presque toujours un caractère scientifique en ce qu'ils font état d'une méthodologie rigide, s'inscrivent dans un discours académique sur les sujets qu'ils traitent et sont d'ailleurs signés par les auteurs dans leur capacité de chercheurs.[47] Certains, notamment dans la phase embryonnaire de TIAC, sont même le fruit de projets *a priori* universitaires du président Luís Sousa qui ont ensuite été associés et attribués à TIAC. De l'autre, les travaux académiques publiés par des activistes à titre individuel ont néanmoins une influence sur le cadrage du problème, vu la fréquence avec laquelle les activistes s'y référaient au cours des entretiens.

À partir du constat qu'il y a au Portugal « beaucoup de personnes qui ont une notion très vague de ce qui est la corruption »[48] et qu'aux médias et à la société portugaise « manque une compréhension plus solide de la structure du problème »[49], TIAC se propose de « [r]écolter et traiter des informations sur la phénoménologie de la corruption et sur la mise en place des mécanismes de contrôle et de prévention, […] développer ou participer à des études ou projets de recherche dans le domaine de la corruption, de la gouvernance, de l'intégrité, de la responsabilité sociale et de la transparence »[50]. Un autre enjeu central évoqué dans le *Plan stratégique* est de mieux comprendre les « attitudes, pratiques et valeurs des Portugais par rapport à la corrup-

45 TIAC (2011) *Plano de communicação, 2011-2015*. Document inédit. p. 6.
46 Luís Sousa, entretien du 23/01/14 : 315.
47 Cf. entre autres D. MARQUES et S. COROADO. « Sistema nacional de integridade : Portugal », Coordination scientifique par Luís Sousa et Marcelo Moriconi, Lisbonne 2012.
48 Membre de la direction 1, entretien du 31/01/14: 125-127.
49 Chercheur-activiste 4, entretien du 07/02/14: 299-301.
50 TIAC (2009) *Plano Estratégico. Constituição e Institucionalização do Capítulo Português da Transparency International, 2009-2014*, p. 3 ; ma traduction.

tion »[51], sachant que plusieurs études ont déjà été publiées à ce propos par Luís Sousa et d'autres membres de TIAC avant même la création de l'association.[52]

Même en l'absence d'un véritable programme d'action dans ces travaux académiques, l'utilisation d'un vocabulaire souvent normatif (p.ex. « comportements déviants », « définition permissive de la corruption », « vulnérabilité ») laissent clairement entrevoir la nécessité ressentie par les auteurs de promouvoir des définitions *moins* permissives de la corruption et une acception plus active de la « responsabilité citoyenne » afin de surmonter le manque de « culture civique moderne »[53]. En revanche, il s'agirait également d'éviter les explications culturalistes fatalistes puisque la « "culture de la corruption" est, dans une très large mesure, une réponse informelle de citoyens à une administration encombrante, inefficace et injuste. »[54] C'est ainsi que l'analyse des attitudes et valeurs – jugées trop permissives – se conjugue avec une analyse institutionnaliste du problème, analyse qui est davantage détaillée dans les études et rapports officiellement publiés sous le label de TIAC et qui abordent concrètement les faiblesses institutionnelles du système politique portugais.

Un autre pan non-négligeable de la base scientifique de TIAC sont les travaux de certains jeunes chercheurs-activistes sur les caractéristiques de la 'société civile' portugaise,[55] qui postulent l'importance d'une société civile active pour le bon fonctionnement de la démocratie tout en déplorant son caractère largement « apolitique » au Portugal en raison du grand nombre d'organisations fortement dépendantes de financements publics.[56] L'article mentionné peut être lu quasiment comme un manifeste pour une 'bonne' association *indépendante* et *critique* à l'égard du pouvoir – un cadrage de l'action collective retrouvé au cours des entretiens chez beaucoup d'activistes de TIAC.

Le choix très conscient des acteurs de TIAC d'adopter une stratégie qui consiste à « joindre la recherche et l'action » repose donc essentiellement sur la « croyance mobilisatrice »[57] selon laquelle la lutte contre la corruption est un sujet aussi complexe qu'elle ne peut passer que par un

51 Ibid.

52 Cf. L. de SOUSA et J. TRIÃES. « Corrupção e Ética em Democracia : O Caso de Portugal », [Corruption et Éthique en Démocratie. Le cas du Portugal], Lisbonne 2007; L. de SOUSA. « 'I Don't Bribe, I Just Pull Strings': Assessing the Fluidity of Social Representations of Corruption in Portuguese Society », *Perspectives on European Politics and Society* 9 (1), 2008, pp. 8–23; L. de SOUSA et J. TRIÃES (éds.), *A Corrupção e os Portugueses. Atitudes, práticas, valores*, Lisbonne, RCP, 2008.

53 Cf. aussi L. de SOUSA. « 'Above the Law, Below Ethics': Some Findings on Portuguese Attitudes Towards Corruption », *in:* D. Tänzler *et al. (éds.), The Social Construction of Corruption in Europe,* Farnham, Ashgate, 2012, pp. 245–263 (Law, Crime and Culture).

54 SOUSA, 'Above the Law, Below Ethics': Some Findings on Portuguese Attitudes Towards Corruption, op. cit., p. 260 ; ma traduction.

55 R. BRANCO *et al. «* Démocratisation et société civile. Leçons de l'expérience portugaise », *Pôle Sud. Société civile et Démocratie en Europe du Sud* 37 (2), 2012, pp. 9–24.

56 BRANCO *et al.,* Démocratisation et société civile. Leçons de l'expérience portugaise, op. cit., p. 17.

57 D. A. SNOW. « Framing Processes, Ideology, and Discursive Fields », *in:* D. A. Snow *et al. (éds.), The Blackwell companion to social movements,* Malden, MA, Blackwell Publications, 2004, pp. 380–412, p. 381 .

travail académique approfondi pour produire des connaissances et recommandations différentiées et que ces recommandations pourront efficacement contribuer non seulement à de meilleures pratiques institutionnelles, mais aussi à la prise de conscience du problème et donc un changement de comportement de la part des citoyens.

Somme toute, cette 'production de savoirs' sur la corruption au Portugal, ses causes institutionnelles et historiques, ainsi que la proposition de réformes concrètes pour contrôler (plutôt qu'éradiquer) la corruption, fournit des ressources intellectuelles essentielles pour la promotion de la *cause* de l'anti-corruption au Portugal ainsi que l'organisation TIAC elle-même, en ce qu'elle permet à ces entrepreneurs moraux de « juger la politique » non pas suivant un registre de *scandalisation* à l'égard de cas individuels de mauvaise conduite[58] ou d'un rejet global du monde politique selon la formule « *Todos corruptos* ! » (Tous corrompus), mais sur un registre objectivé, basé sur des données scientifiques qui permettent d'établir la gravité du problème et des injonctions d'agir détaillées.

4.2 Un fonctionnement basé essentiellement sur les projets de recherche

Si l'analyse scientifique est bien à la base du travail militant, elle n'en est pas pour autant autonome. C'est pourquoi, en dirigeant notre attention vers les aspects organisationnels et financiers, nous allons analyser et l'usage militant et les répercussions des logiques associatives sur le travail académique. Il s'agira ici notamment de questionner les causes et implications du rôle central qui revient aux « projets de recherche » dans le travail de TIAC.

Tout d'abord, cette mise en valeur des projets de recherche est étroitement liée à la conviction qu'« à travers un versant scientifique, d'études du développement du phénomène »[59] et grâce à la publication de « données spécifiques, les informations qui ne sont pas transparentes »[60], il sera possible de « transformer cette volonté vague d'un changement qu'ont les personnes, en quelque chose de concret et capable d'exercer pression, pour vraiment arriver à ces changements. »[61] Le caractère proprement universitaire et *scientifique* de ses projets servirait d'ailleurs à distinguer TIAC d'un « simple think tank » :

> « C'est bien, parce que nous n'allons pas fonctionner comme un think tank, comme un cabinet de conseil. Nous utilisons aussi TIAC pour notre prestige et notre développement académique, donc quand nous avons un thème nous nous y penchons à fond. Beaucoup de fois, [...] les grands think tanks, ils finissent par travailler beaucoup en superficie. »[62]

58 Cf. V. ROUSSEL. « Scandale », *in:* O. Fillieule *et al. (éds.), Dictionnaire des mouvements sociaux,* Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2009, pp. 484–489 .
59 Membre fondateur 2, entretien du 05/02/14 : 518-520.
60 Membre fondateur 1, entretien du 03/02/14 : 14-18.
61 Membre de la direction 1, entretien du 31/01/14 : 427-434.
62 Chercheur-activiste 3, entretien du 05/02/14 : 253-261.

La logique d'action qui transparaît dans ces explications est celle d'une distinction claire entre deux versants du travail : une production purement universitaire d'abord, caractérisée par le respect des standards scientifiques et le travail de fond (à l'inverse d'un *think tank* dont le travail est supposé être superficiel), le travail militant, de défense de cause, par la suite. Pour Luís Sousa, « le gros des ressources [de TIAC] est investi dans cette phase de production de connaissances et de recommandations »[63], première phase qu'il distingue nettement de « la deuxième partie du projet, l'*advocacy* »[64]. Suivant cette logique d'action, le travail *militant* au sens strict ne consiste donc qu'en la communication (face aux autorités et face au grand public) de connaissances qui ont d'abord été générées au cours d'un long travail académique.

Concernant les rétributions du militantisme, l'utilité de cet engagement « pour notre prestige et notre développement académique », ouvertement assumée ci-dessus, ne se limite pas à la plus grande notoriété personnelle que peuvent acquérir les chercheurs en dehors du cercle académique refermé, mais concerne aussi la possibilité de participer à des projets de recherche prestigieux – à la fois par leur caractère transnational et par le label précieux de TI – et surtout celle d'accéder à des fonds de recherche alternatifs en temps d'austérité et de crise existentielle du secteur universitaire portugais.

En effet, les dirigeants de TIAC affirment avoir trouvé grâce aux projets de recherche (surtout à financement européen) une source de financement qui ne limite pas l'indépendance et l'intégrité de l'association. La centralité des projets dans le financement de TIAC s'explique surtout *ex negativo*, en fonction de l'exclusion d'autres sources potentielles de financement desquelles dépend fortement une grande partie des ONG portugaises, notamment les subventions publiques directes et le *sponsoring* par des entreprises privées.[65] Tandis que TI et la plupart de ses sous-organisations acceptent volontiers des financements de la part d'entreprises privées, TIAC s'est jusqu'à présent interdit de le faire par peur qu'on « entre un peu dans la logique de parler bien parce qu'on doit parler bien de quelqu'un, et parler bien pour aider à acquérir des financements ».[66] Et ce en dépit des recommandations du secrétariat où l'on juge que « cela peut vraiment aider », notamment parce que « l'Europe n'est pas un terrain facile pour lever des fonds en matière de corruption » et qu'« actuellement, en Europe, ça à l'air d'être l'une des principales sources de financement »[67] . Malgré un nombre d'adhérents très élevé en comparaison avec

63 Luís Sousa, entretien du 28/02/14 : 220-222.
64 Ibid. : 187.
65 Cf. Membre de la direction 1, entretien du 31/01/14 ; Membre de la direction 2, entretien du 12/02/14.
66 Luís Sousa, entretien du 23/01/14.
67 Employé au secrétariat TI, entretien du 28/03/14 : 374-376.

d'autres « chapitres » en Europe, la part du financement par les projets était de 90% du budget de TIAC en 2013.[68]

Nous pouvons donc constater au niveau du financement une différence stratégique (et 'éthique') entre TIAC et TI : alors que TI entend assurer son indépendance à travers la diversification de ses sources de financement,[69] les dirigeants de TIAC voient d'un mauvais œil le *sponsoring* privé et pensent pouvoir garantir leur indépendance grâce à des « projets concrets » dont l'attribution serait uniquement liée à la qualité du travail et non pas sujette à des conditionnalités politiques.[70] En revanche, cette renonciation quasi-totale aux soutiens financiers permanents, qu'ils soient publics ou privés, limite pour le moment la capacité de l'association à pérenniser son travail en embauchant plusieurs salariés permanents, de façon à ce que les dirigeants s'occupent à la fois du travail militant et d'une grande partie des tâches administratives, tout en poursuivant souvent en parallèle leurs propres carrières universitaires.

Outre ces avantages financiers, la possibilité de participer à des projets de recherche réputés (grâce au label de TI et au soutien de l'Union européenne) est aussi un outil efficace de recrutement de nouveaux chercheurs-activistes pour TIAC. De surcroît, le cadre organisationnel très rigide des projets (nécessité de soumettre régulièrement des documents de travail, exigences comptables etc.) a été, pour l'organisation en passe de formation, à la fois une *garantie* et un *certificat* d'activité : une garantie en nécessitant des réunions de travail régulières et une forte participation des personnes impliquées, un certificat notamment en vue de démontrer un *output* concret suffisant pour obtenir l'accréditation définitive de TI.[71] Finalement, l'accumulation de 'rapports d'évaluation' comme le *Système national d'intégrité*[72] ou le rapport d'*Examen de la société civile* sur la mise en œuvre de l'UNCAC,[73] qui élèvent les activistes en arbitres du jeu politique portugais et qui sont à leur tour référencés dans des publications académiques, permet à TIAC et ses dirigeants de consolider leur position de *propriétaires* du problème de la corruption au Portugal.

4.3 Construction d'une crédibilité et d'un cadrage cohérent par la science

Outre les bénéfices organisationnels qu'a l'intégration formelle des projets de recherche au cœur du travail associatif, le travail académique sur la corruption a aussi d'importants effets au niveau

68 Cf. TIAC (2012) *Plano de Atividades e Orçamento 2013*. Document inédit.
69 Employé au secrétariat TI, entretien du 28/03/14 : 415-419.
70 « Des projets concrets! Nous participons à des concours, c'est transparent, on sait qui c'est, [...], c'est comme ça que nous nous finançons. » (Luís Sousa, entretien du 28/02/14).
71 Luís Sousa, entretien du 23/01/14 : 630-642.
72 MARQUES, COROADO, Sistema nacional de integridade, op. cit..
73 L. de SOUSA *et al.* « UN Convention Against Corruption Civil Society Review : Portugal 2012 », Publié par Transparência e Integridade - Associação Cívica et UNCAC Coalition 2012.

idéel et discursif. Parmi ces nombreuses implications, nous aborderons ici la crédibilisation de la toute jeune association dans le discours public et l'harmonisation du cadrage au sein de TIAC, mais aussi l'effet secondaire qu'est la forte exclusivité sociale de ce type d'engagement.

Toute organisation qui se réclame défenseure de l'« intérêt public » en promouvant une cause dans l'arène politique doit s'engager dans un « travail de légitimation » visant « l'élargissement de sa cause en affirmant – et en tentant de faire reconnaître – la force du nombre, l'importance centrale de l'intérêt, l'universalité et la justesse d'une idée éthiquement irréprochable ».[74] À ce travail de légitimation de la cause s'ajoute selon Offerlé la « mise en forme de la représentativité » qu'il définit comme « une capacité à dire sans encourir de démenti [...] ou à fournir la preuve positive de l'assentiment des représentés, "voilà ce que pensent les ...." »[75].

L'un des registres employés par TIAC pour pouvoir dire « voilà ce que pensent les Portugais » est la mobilisation de l'opinion publique par les sondages. Dans la logique d'Offerlé, l'étude dirigée par Sousa et Triães[76] correspond à une déclinaison scientifique des « usages du nombre » à travers la mobilisation des « opinions publiées ».[77] On voit bien comment « les citoyens » sont mobilisés virtuellement par des chercheurs qui, à base d'un sondage sur les « valeurs et attitudes des Portugais » peuvent affirmer que « [l]es citoyens ont une idée claire des standards éthiques qu'ils attendent de l'Etat démocratique. Les personnes veulent un Etat démocratique égalitaire, de droit, efficace et transparent. ».[78]

Or, pour rendre efficace ce discours et établir TIAC comme l'organisation représentative des citoyens portugais en matière d'anti-corruption, l'accès régulier aux médias de masse est indispensable. Une analyse du champ médiatique portugais effectué par l'auteur a relevé le paradoxe apparent entre la difficulté globale qu'ont beaucoup d'ONG à accéder aux grands médias nationaux et la facilité apparente de TIAC de ce faire. Deux piliers d'un travail rigoureux et conscient de légitimation de l'association par ses dirigeants peuvent expliquer ce succès : d'un côté, un travail stratégique de construction d'une 'représentativité sociale' en associant à TIAC toute une série de personnages respectables de la vie publique portugaise,[79] même si c'était à titre de 'membre honoraire' plutôt qu'en tant que militant actif. L'accès aux médias à travers des

74 OFFERLÉ, Sociologie des groupes d'intérêt, op. cit., p. 70.
75 OFFERLÉ, Sociologie des groupes d'intérêt, op. cit., p. 73.
76 L. de SOUSA et J. TRIÃES. « Sinopse : "Corrupção e Etica em Democracia: O caso de Portugal" », [Synopsis 'Corruption et Éthique en Démocratie: Le cas du Portugal'], *in:* L. de Sousa et J. Triães (éds.), *A Corrupção e os Portugueses. Atitudes, práticas, valores.* [La Corruption et les Portugais. Attitudes, pratiques, valeurs., Lisbonne, RCP, 2008, pp. 53–74 .
77 OFFERLÉ, Sociologie des groupes d'intérêt, op. cit., pp. 110–111.
78 SOUSA, TRIÃES, Sinopse, op. cit., p. 58 ; ma traduction. Ceci ressemble à ce que TI met en œuvre au niveau international avec le *Global Corruption Barometer* qui, contrairement au *Corruption Perceptions Index* basé sur des avis d'experts, met les jugements des 'citoyens ordinaires' au cœur de l'attention.
79 Cf. le « label de respectabilité » évoqué à cet égard par OFFERLÉ, Sociologie des groupes d'intérêt, op. cit., p. 76.

contacts personnels revêt d'une importance particulière au Portugal, pays qui garantit certes la liberté de la presse mais où les médias mainstream restent dans beaucoup d'instances soumis à un contrôle politique non-négligeable[80] qui risque de marginaliser une partie considérable de la 'société civile' plus indépendante et contestataire. De l'autre, par la cultivation soigneuse d'un « discours sérieux » dans toutes les communications au nom de TIAC afin d'éviter le risque de « décrédibiliser le travail de l'association ».[81] Aussi Luís Sousa ne laisse-t-il aucun doute sur quel type de discours est accepté chez TIAC et lequel ne l'est pas :

> « Nous ne sommes ici ni pour hypersensibiliser ni pour parler bullshit. Il s'agit de parler avec discernement. [...] Nous n'aimons pas les actions faites pour impressionner ou les propos du genre 'Je trouve que' […] d'accord, tu peux trouver [...] mais il faut que tes positions soit justifiées. »[82]

Que les dirigeants de TIAC soient effectivement arrivés à imposer au sein de l'association un tel discours pondéré, qui peut ensuite être relayé dans les médias de masse par des personnages déjà connus, a certes été une raison importante du succès rapide de mise sur agenda politique.[83] Par contre, cette forme d'activisme implique une forte exclusivité sociale, due à la fois au choix forcément restreint des registres d'action (tout registre susceptible de porter atteinte à l'image 'sérieux', comme la *scandalisation* ou les manifestations de rue étant exclu) et au capital social très élevé nécessaire pour participer à la rédaction et promotion des rapports para-académiques. Au-delà de ce seuil d'entrée très élevé à l'association, cette stratégie de crédibilisation limite aussi drastiquement les possibilités de coalitions de cause avec d'autres acteurs de la société civile portugaise qui partagent en principe les revendications de TIAC, tels que les mouvements sociaux nés en contestation aux politiques d'austérité à partir de 2011. Tout d'abord, les activistes de TIAC eux-mêmes voient d'un mauvais œil les activités anti-corruption de ces militants non-professionalisés, jugeant par exemple que le travail sur des projets de recherche exige une rigueur organisationnelle qui aille au-delà de « l'enthousiasme du moment ».[84] Par ailleurs, le discours souvent très polémique et surtout difficilement contrôlable de mouvements citoyens pareils représente des risques – jugés trop grands – de décrédibiliser l'image de sérieux que TIAC (et, *à fortiori*, TI) s'est soigneusement construite.

En même temps, on ressent chez les activistes de TIAC une forte conviction que « toute la société doit participer, chacun à son niveau, chacun a son rôle »[85]. Conséquemment, la forte pré-

80 R. DUARTE, *Die Qualität der Demokratien Deutschland, Frankreich, Spanien und Portugal. Eine empirisch-vergleichende Analyse,* Universität Stuttgart 2014, pp. 218–219; F. RUI CÁDIMA. « Media e democracia em Portugal », *Verso e Reverso* 29 (55), 2010, pp. 11–17, p. 17.

81 TIAC, Plano de communicação, op.cit., p. 14.

82 Entretien du 23/01/2014 : 467-478)

83 R. W. COBB ET C. D. ELDER. « The Politics of Agenda-Building : An Alternative Perspective for Modern Democratic Theory », *The Journal of Politics* 33 (4), 1971, pp. 892–915; P. HASSENTEUFEL. « Les processus de mise sur agenda : Sélection et construction des problèmes publics », *Informations sociales* 157 (1), 2010, pp. 50–58.

84 Membre fondateur 2, entretien du 05/02/14 : 114.

85 Membre associé, entretien du 30/01/14 : 206-208.

sence et activité de TIAC dans différents réseaux sociaux peut être interprétée comme tentative de s'ouvrir 'vers la société' et de se servir des opportunités du web 2.0 pour faire participer les 'citoyens ordinaires' aux activités anti-corruption :

> « Et donc nous essayons actuellement d'organiser des choses sous une forme relativement simple, concentrée aussi sur les réseaux sociaux et les plateformes informatiques, qui permettent aux personnes de contribuer quelque chose. »[86]

L'idée principale, exprimée aussi bien dans le *Plan de communication* interne[87] que dans les conversations informelles, est ainsi de fidéliser un public composé d'adhérents passifs et de sympathisants et d'animer des débats interactifs d'une meilleure qualité que ceux – toujours jugés trop superficiels et populistes – des médias de masse. Mais en même temps, la « culture participative » de réseaux sociaux comme *facebook,* où les posts officiels de l'association suscitent souvent des commentaires cyniques sur le système portugais ou des dénonciations enragées des hommes politiques (« tous corrompus »), permet aussi à TIAC de diversifier son discours en intégrant sans les endosser officiellement des propos qui seraient normalement jugées populistes ou simplistes par les activistes principaux.

Le seuil d'entrée très élevé nonobstant, l'usage de la science et la production régulière de rapports de recherche communs à l'association ont pour effet utile de souder l'association au niveau interne, en contribuant à un cadrage quelque peu cohérent du problème de la corruption au Portugal parmi des membres aux trajectoires et positionnements idéologiques les plus divers : en effet, il existe au sein de TIAC des manières très diverses et souvent contradictoires de cadrer le problème de la corruption (sa provenance, l'attribution de la faute ainsi que les mesures nécessaires pour y répondre).[88] La forte homogénéité du discours externe de TIAC s'explique partiellement par la grande autorité que les acteurs accordent aux travaux académiques surtout de Luís Sousa, tout en déclarant eux-mêmes « ne pas [être] spécialiste de la question ».[89] Mais un rôle tout aussi important revient aux publications *collectives* de TIAC, ce qui est peu étonnant puisqu'une grande partie des membres du cercle actif ont déjà participé à l'élaboration d'au moins un rapport de TIAC. La nature *technique* et très *appliquée* de ces rapports permet surtout de dépasser les divergences idéologiques entre acteurs[90] puisque chaque entrepreneur moral peut ainsi concorder avec la plupart des propositions concrètes qui sont, au final, le fruit d'un travail scientifique scrupuleux en commun. Au-delà de l'énorme influence du travail de recherche sur les ca-

86 Membre de la direction 1, entretien du 31/01/14 : 473-478.
87 TIAC, Plano de communicação, op.cit.
88 Concernant l'importance des « opérations essentielles de cadrage » pour une mobilisation sociale, voir BENFORD, SNOW, Processus de cadrage et mouvements sociaux, op. cit., pp. 227–228.
89 Chercheur-activiste 2, entretien du 21/01/14 : 4-7 ; Membre de la direction 1, entretien du 31/01/14 : 100-104 ; Membre associé, entretien du 30/01/14 : 184-193.
90 Ces différends s'étendent d'une interprétation de la corruption comme expression d'une faible éthique de travail jusqu'à l'attribution de la faute aux 'logiques du système capitaliste'.

drages individuels du problème et de l'action collective, l'imbrication très forte entre travail de recherche et militantisme chez TIAC explique pourquoi on observe aussi bien des *effets de théorie* sur l'activité militante que des *effets de retour* de ces activités sur le travail de recherche.

5 Le concept de « militantisme académique » – apports et usages possibles au-delà du cas étudié

Cette étude a permis de démontrer comment les réseaux transnationaux de défense de cause (*transnational advocacy networks*)[91] ainsi que la gouvernance par projets très cotée surtout auprès de la Commission européenne contribuent à ouvrir aux niveaux national et local le champ politique à de nouveaux acteurs, munis d'un capital social très fort et soucieux de garder leur distance avec les élites traditionnelles, en promouvant de manière implicite ou explicite la multipositionnalité entre milieu académique et militant et en leur conférant une plus forte crédibilité pour investir l'espace public national en tant qu'experts – tout en y apportant un discours d'activiste engagé.

À la différence de TI, qui est le fruit d'un rassemblement de praticiens ayant ensuite développé une expertise scientifique comme ressource de crédibilisation, la production de connaissances scientifiques par les acteurs au Portugal a été à la fois un élément préalable et une part constitutive du processus de création de TIAC. Nous nous trouvons donc moins face à un phénomène d'activistes de la société civile qui se serviraient de registres scientifiques pour produire une *contre-expertise*, mais plutôt à celui d'*experts* académiques devenus activistes et propriétaires de 'leur' cause.

Que les chercheurs-activistes de la lutte anti-corruption ne vivent pas uniquement *pour*, mais aussi *de* la politique devient clair dès lors qu'on observe les rétributions particulières de cette forme de militantisme par l'expertise académique : en effet, l'appartenance au réseau transnational de TI constitue non seulement une ressource importante de crédibilisation des chercheurs dans leur domaine académique et pour accéder aux médias nationaux,[92] mais elle facilite aussi énormément l'accès à des financements de recherche (et en particulier aux fonds de recherche européens). L'engagement associatif, même s'il est coûteux à bien d'égards, offre donc aussi des perspectives de « carrière » à la croisée entre secteur académique et monde politique.

91 Cf. M. E. KECK et K. SIKKINK, *Activists beyond borders. Advocacy networks in international politics*, Ithaca, N.Y, Cornell University Press, 1998; D. TÄNZLER. « Transparency International. Von der Moralinstitution zur Politikberatungsagentur – Professionalisierungsstrategien in einer globalen Nonprofit-Organisation », *in:* E. Schröter *et al. (éds.), Transparenz. Multidisziplinäre Durchsichten durch Phänomene und Theorien des Undurchsichtigen.* [Transparence. Perspectives multidisciplinaires sur les phénomènes et théorie de l'opacité], Wiesbaden, VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2010, pp. 330–347, pp. 337–339 .

92 Si la très grande présence médiatique de TIAC relève aussi de la notoriété personnelle de ses deux principaux dirigeants, l'effet TI crée pour autant de nouvelles possibilités d'intervenir publiquement, p.ex. lors de la publication d'indices de la corruption ou de rapports sur le Portugal sanctionnés par TI.

La lutte anti-corruption étudiée ici n'étant qu'une parmi de nombreuses « croisades morales » menées par des activistes dotés d'une forte expertise, cette étude de cas sur les « militants académiques » chez TIAC nous invite à réfléchir de plus près sur l'évolution des interrelations entre les milieux académique et associatif, en allant au-delà du constat d'un usage devenu commun de l'expertise académique par les OSC. Non seulement un enchevêtrement entre ces deux mondes est-il favorisé par les carrières personnelles des chercheurs en sciences sociales, qui choisissent souvent leur sujet de prédilection en fonction de leur propre conviction politique et sont ainsi prédisposés à une double carrière, mais il est aussi activement promu politiquement : ainsi, c'est notamment la Commission européenne qui, en renouant avec sa longue tradition de soutien pour les ONG suffisamment professionnalisées, passe de plus en plus à attribuer des fonds de recherche à des projets cogérés par des ONG et des instituts universitaires. Il est clair qu'un tel financement sur projet « n'est pas un dispositif technique et neutre, mais […] porteur d'intentions de réforme politique ».[93] La poursuite d'une légitimité décisionnelle par l'inclusion des acteurs de la 'société civile'[94] pourrait ainsi expliquer pourquoi la Commission promeut activement le mélange entre militants associatifs et chercheurs, et ce de plus en plus dans le domaine de la *bonne gouvernance*, dont la lutte anti-corruption n'est qu'un volet parmi d'autres. En ce faisant, l'administration européenne parvient d'ailleurs à 'gouverner par les projets' dans des domaines qui restent formellement sous la compétence des États-membres et où elle ne pourrait donc pas intervenir sans le relais d'organisations d'experts-militants – tels que TI – qui dénoncent des entorses aux principes de *bonne gouvernance* européenne au niveau national.

En même temps, le cas de TIAC montre bien les opportunités qui s'offrent désormais aux universitaires de faire résonner leurs arguments bien au-delà du monde académique à travers un engagement dans la 'société civile', tout en bénéficiant de par leur statut d'expert et à l'aide d'un discours sérieux et pondéré d'une forte crédibilité pour « juger la politique » et donc d'exercer une pression externe sur le système politique institutionnalisé.[95] Or, cette *indépendance* des fonds publics nationaux – qui distingue cette association de militants académiques du plus grand nombre d'OSC portugaises – est seulement possible grâce à l'intervention d'un autre niveau – européen – de gouvernance, à la fois à travers les financements européens directs aux projets de recherche para-académiques de TIAC et par le biais de l'organisation transnationale TI qui mise

93 J. AUST. « Financer la recherche sur projet : Figures historiques d'un dispositif de gouvernement », *Genèses* 94 (1), 2014, pp. 2–6, p. 3.

94 ALDRIN, La "société civile européenne", entre idéal démocratique et contingences politiques, op. cit..

95 On devra ainsi compléter l'analyse de Briquet et Garraud, où la mobilisation de ressources *académiques*, notamment par des acteurs situés à cheval entre le monde de la science et le militantisme, pour « juger la politique » reste très peu développée (Cf. J.-L. BRIQUET et P. GARRAUD. « Introduction », *in:* J.-L. Briquet et P. Garraud (éds.), *Juger la politique. Entreprises et entrepreneurs critiques de la politique,* Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2001, pp. 13–22 (Res publica)).

de plus en plus sur des projets de recherche et d'*advocacy* coordonnés et financés au niveau européen et exécutés par ses « chapitres nationaux » – tels que le *Système national d'intégrité* ou plus récemment le rapport sur le lobbying en Europe.[96]

Si le financement par projets de la recherche et la politisation qui en résulte ne sont pas de phénomènes tout à fait nouveaux,[97] l'incitation active donnée aux chercheurs de faire la liaison entre recherche académique et travail associatif est relativement inédite et nécessite une plus grande attention. Cette manifestation d'une nouvelle façon de vivre *pour* la politique – en s'engageant dans la sphère publique pour défendre sa vision de l'intérêt général – et *de* la politique – grâce aux complémentarités matérielles et non-matérielles entre recherche et action – justifie aussi l'importance du concept de « militantisme académique » pour l'étude des transformations de l'engagement associatif puisqu'elle va encore au-delà des « contradictions entre marchand et non-marchand »[98] relevées par Hély quant à la classification du travail associatif. Il n'est pas non plus capté de manière adéquate par le « dilemme entre l'engagement pour la cause [...] et l'engagement dans le travail »,[99] parce que ce n'est pas le travail *dans* l'association qui est susceptible d'être 'rémunéré' dans le cas des chercheurs-activistes en question. Plutôt, le présent phénomène peut s'interpréter comme une nouvelle manifestation du rapport ambivalent entre travail bénévole et travail salarié,[100] même si c'est ici à l'imbrication entre deux champs *a priori* différents que sont l'université et l'association.

Cette image est par ailleurs complexifiée davantage par le rôle intermédiaire joué par des réseaux transnationaux de défense de cause comme *Transparency International.* L'appartenance d'une association locale ou nationale à un tel réseau militant réputé n'augmente pas seulement sa visibilité médiatique et donc son pouvoir de mise sur agenda national, mais vient aussi faciliter dans le cas du « militantisme académique » l'obtention de financements pour des « projets », clé de voûte entre recherche académique et défense de cause *(advocacy)*. Notre analyse soutient ainsi l'hypothèse selon laquelle les grandes OSC transnationales comme TI ne sont pas seulement devenues en elles-mêmes des acteurs politiques d'importance, mais peuvent également constituer des plateformes de redistribution de ressources politico-économiques – qui grâce à leurs propres systèmes d'accréditation des sous-organisations nationales agissent comme des instances de

96 Transparency International (2015) : « Lobbying in Europe: hidden influence, privileged access », Rapport publié le 15 avril 2015.

97 AUST, Financer la recherche sur projet, op. cit.; M. BENNINGHOFF ET P. SORMANI. « Les « Projets de coopération et d'innovation » : instrument de restructuration de l'espace académique suisse ? », *Genèses* 94 (1), 2014, pp. 32–54.

98 HÉLY, Les métamorphoses du monde associatif, op. cit., p. 193.

99 P. UGHETTO ET M.-C. COMBES. « Entre les valeurs associatives et la professionnalisation : le travail, un chaînon manquant ? », *Socio-Logos (Revue en ligne)* 5, 2010.

100 M. SIMONET, *Le travail bénévole. Engagement citoyen ou travail gratuit?*, Paris, La Dispute, 2010 (Travail et salariat).

contrôle para-bureaucratiques – et influencent ainsi le jeu politique à tous les niveaux de gouvernance.

Afin d'apprendre plus sur les apports et limites du concept de « militantisme académique » et sa pertinence dans d'autres contextes , il sera bien sûr nécessaire d'éteindre la portée empirique des recherches, en identifiant d'autres aires géographiques et d'autres domaines politiques dans lesquels il pourra potentiellement être utile. Cela permettra aussi de déterminer la mesure dans laquelle certaines caractéristiques de TIAC – comme la forme particulière de 'professionnalisation' pratiquement sans salarisation du travail associatif, ou la poursuite d'indépendance politique nationale à l'aide des pouvoirs publics européens – sont représentatives pour ce type de militantisme. Devant la toile de fond d'une importance toujours plus grande des financements tiers pour maintenir l'activité de recherche universitaire dans beaucoup de pays, il nous paraît judicieux de focaliser les analyses à venir autour de la question des effets de ces derniers sur les interrelations entre monde universitaire et associatif. En vue du grand idéalisme qui règne pourtant au sein des lutteurs anti-corruption portugais, il restera aussi à déterminer plus en détails dans quelle mesure et sous quelles circonstances les rétributions personnelles au sein du monde académique viennent vraiment compenser le sacrifice individuel de temps et d'énergie – ainsi que le risque personnel lié à la dénonciation ouverte de la corruption – des activistes, plutôt que d'être une certaine consolation bienvenue pour un engagement bénévole.

Bibliographie

ALDRIN, P. « La "société civile européenne", entre idéal démocratique et contingences politiques : De Maastricht à Lisbonne, les mises à l'agenda parlementaire de l'ouverture aux lobbys et à la société civile », *in:* J. Auvret-Finck (éd.), *Le Parlement européen après l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne,* Paris, Larcier, 2013, pp. 183–207 .

AUST, J. « Financer la recherche sur projet : Figures historiques d'un dispositif de gouvernement », *Genèses* 94 (1), 2014, pp. 2–6.

BECKER, H. S. (éd.), *Social Problems. A Modern Approach*, New York, London, Sydney, John Wiley & Sons, 1966.

BECKER, H. S., *Outsiders. Studies in the sociology of deviance*, New York, The Free Press, 1973.

BENFORD, R. D. et D. A. SNOW. « Processus de cadrage et mouvements sociaux : Présentation et bilan », *Politix* 99 (3), 2012, pp. 217–255.

BENNINGHOFF, M. et P. SORMANI. « Les « Projets de coopération et d'innovation » : instrument de restructuration de l'espace académique suisse ? », *Genèses* 94 (1), 2014, pp. 32–54.

BEZES, P. et P. LASCOUMES. « Percevoir et juger la « corruption politique » », *Revue française de science politique* 55 (5), 2005, pp. 757–786.

BRANCO, R. *et al. «* Démocratisation et société civile. Leçons de l'expérience portugaise », *Pôle Sud. Société civile et Démocratie en Europe du Sud* 37 (2), 2012, pp. 9–24.

BRIQUET, J.-L. et P. GARRAUD. « Introduction », *in:* J.-L. Briquet et P. Garraud (éds.), *Juger la politique. Entreprises et entrepreneurs critiques de la politique,* Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2001, pp. 13–22 (Res publica).

BRIQUET, J.-L. et P. GARRAUD (ÉDS.), *Juger la politique. Entreprises et entrepreneurs critiques de la politique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2001 (Res publica).

BRIQUET, J.-L. « Les conditions de félicité d'une croisade morale : Lutte anticorruption et conflits politiques dans l'Italie des années 1990 », *Droit et Société* 72 (2), 2009, pp. 285–301.

BROWN, E. et J. CLOKE. « Neoliberal Reform, Governance and Corruption in the South: Assessing the International Anti-Corruption Crusade », *Antipode* 36 (2), 2004, pp. 272–294.

CALLON, M., P. LASCOUMES et Y. BARTHE, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Paris, Seuil, 2001.

COBB, R. W. et C. D. ELDER. « The Politics of Agenda-Building : An Alternative Perspective for Modern Democratic Theory », *The Journal of Politics* 33 (4), 1971, pp. 892–915.

COHEN, A. et J. WEISBEIN. « Laboratoires du constitutionnalisme européen : Expertises académiques et mobilisations politiques dans la promotion d'une Constitution européenne », *Droit et Société* 60, 2005, pp. 353–371.

CONTAMIN, J.-G. « Analyse des cadres », *in:* O. Fillieule *et al. (éds.), Dictionnaire des mouvements sociaux,* Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2009, pp. 38–46 .

DUARTE, R., *Die Qualität der Demokratien Deutschland, Frankreich, Spanien und Portugal. Eine empirisch-vergleichende Analyse,* Institut für Sozialwissenschaften der Universität Stuttgart 2014.

DUSSUET, A. et E. FLAHAULT. « Entre professionnalisation et salarisation, quelle reconnaissance du travail dans le monde associatif ? », *Formation emploi* 111, 2010.

ELIAS, N., *Was ist Soziologie?*, Frankfurt am Main, Suhrkamp, 2006 (Gesammelte Schriften 5).

GARZON, C. et T. HAFSI. « La gouvernance mondiale de la lutte contre la corruption », *Gestion* 32 (1), 2007, pp. 91–100.

GOFFMAN, E., *Les moments et leurs hommes*, Paris, Seuil / Minuit, 1988.

GUSFIELD, J. R. « Constructing the Ownership of Social Problems: Fun and Profit in the Welfare State », *Social Problems* 36 (5), 1989, pp. 431–441.

HAMMAN, P., J.-M. MÉON et B. VERRIER (ÉDS.), *Discours savants, discours militants : mélange des genres*, Paris, L'Harmattan, 2002.

HANSSON, S. O. « Les incertitudes de la société du savoir », *Revue internationale des sciences sociales* 171 (1), 2002, pp. 43–51.

HASSENTEUFEL, P. « Les processus de mise sur agenda : Sélection et construction des problèmes publics », *Informations sociales* 157 (1), 2010, pp. 50–58.

HEINS, V., *Weltbürger und Lokalpatrioten. Eine Einführung in das Thema Nichtregierungsorganisationen*, Opladen, Leske + Budrich, 2002.

HÉLY, M., *Les métamorphoses du monde associatif*, Paris, Presses universitaires de France, 2009 (Le lien social).

HENRY, E. « Nouvelles dynamiques de savoirs et permanence des rapports de pouvoir », *Revue française de science politique* 61 (4), 2011, pp. 707–726.

HUGHES, E. C., *Le Regard sociologique. Essais choisis*, Paris, EHESS, 1996.

JAKOBI, A. P. « E pluribus unum? The Global Anti-Corruption Agenda and its Different International Regimes », *in:* S. Wolf et D. Schmidt-Pfister (éds.), *International anti-corruption regimes in Europe. Between corruption, integration, and culture,* Baden-Baden, Nomos, 2010, pp. 87–104 .

KECK, M. E. et K. SIKKINK, *Activists beyond borders. Advocacy networks in international politics*, Ithaca, N.Y, Cornell University Press, 1998.

KOSCHORECK, J. W. *et al. «* Queer Scholarly Activism : An Exploration of the Moral Imperative of Queering Pedagogy and Advocating Social Change », *International Journal of Critical Pedagogy* 3 (1), 2010, pp. 8–25.

LARMOUR, P. « Civilizing Techniques: Transparency International and the spread of anti-corruption », *ANU Discussion Papers, Policy and Governance* 05-11, 2005.

LASCOUMES, P. « L'expertise, de la recherche d'une action rationnelle à la démocratisation des connaissances et des choix », *Revue française d'administration publique* 103 (3), 2002, pp. 369–377.

LASCOUMES, P. « Changer le droit, changer la société : Le moment d'un retournement », *Genèses* 77 (4), 2009, pp. 110–123.

MARQUES, D. et S. COROADO. « Sistema nacional de integridade : Portugal », Coordination scientifique par Luís Sousa et Marcelo Moriconi, Lisbonne 2012.

MATHIEU, L. « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique* 52 (1), 2002, pp. 75–100.

MCADAM, D., J. D. MCCARTHY et M. N. ZALD. « Introduction: Opportunities, mobilizing structures, and framing processes - toward a synthetic, comparative perspective on social movements », *in:* D. McAdam *et al. (éds.), Comparative perspectives on social movements. Political opportunities, mobilizing structures, and cultural framings,* Cambridge, New York, Cambridge University Press, 1996, pp. 1–20 .

MULLER, S. « The limits of scholarly activism », *P.S.* 2 (4), 1969, pp. 582–590.

NEVEU, É., *Sociologie des mouvements sociaux,* 5e édition, Paris, La Découverte, 2011 (Repères).

OFFERLÉ, M., *Sociologie des groupes d'intérêt,* 2e édition, Paris, Montchrestien, 1998.

ROBERT, C. « L'expertise comme mode d'administration communautaire : Entre logiques technocratiques et stratégies d'alliance », *Politique Européenne* 11 (3), 2003, pp. 57–78.

ROBERT, C. et A. VAUCHEZ. « L'Académie européenne. Savoirs, experts et savants dans le gouvernement de l'Europe », *Politix* 23 (89), 2010, pp. 9–34.

ROUSSEL, V. « Scandale », *in:* O. Fillieule *et al. (éds.), Dictionnaire des mouvements sociaux,* Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2009, pp. 484–489 .

RUI CÁDIMA, F. « Media e democracia em Portugal », *Verso e Reverso* 29 (55), 2010, pp. 11–17.

SAMPSON, S. « The anti-corruption industry: from movement to institution », *Global Crime* 11 (2), 2010, pp. 261–278.

SAWICKI, F. et J. SIMÉANT. « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du Travail* 51 (1), 2009, pp. 97–125.

SCHOPHAUS, M., *Der Kampf um die Köpfe. Wissenschaftliche Expertise und Protestpolitik bei Attac*, Baden-Baden, Nomos, 2009.

SIMONET, M. « Penser le bénévolat comme travail pour repenser la sociologie du travail », *Revue de l'IRES* 44, 2004, pp. 141–155.

SIMONET, M., *Le travail bénévole. Engagement citoyen ou travail gratuit?*, Paris, La Dispute, 2010 (Travail et salariat).

SNOW, D. A. *et al. «* Frame Alignment Processes, Micromobilization and Movement Participation », *American Sociological Review* 51 (4), 1986, pp. 464–481.

SNOW, D. A. « Framing Processes, Ideology, and Discursive Fields », *in:* D. A. Snow *et al. (éds.), The Blackwell companion to social movements,* Malden, MA, Blackwell Publications, 2004, pp. 380–412 .

SNOW, D. A., S. A. SOULE et H. KRIESI. « Mapping the terrain », *in:* D. A. Snow *et al. (éds.), The Blackwell companion to social movements,* Malden, Blackwell Publications, 2004, pp. 3-16.

SOUSA, L. de. « 'Above the Law, Below Ethics': Some Findings on Portuguese Attitudes Towards Corruption », *in:* D. Tänzler *et al. (éds.), The Social Construction of Corruption in Europe,* Farnham, Ashgate, 2012, pp. 245–263 (Law, Crime and Culture).

SOUSA, L. de, D. MARQUES et P. SERAFINI. « UN Convention Against Corruption Civil Society Review : Portugal 2012 », Publié par Transparência e Integridade - Associação Cívica et UNCAC Coalition 2012, <http://uncaccoalition.org/files/cso-review-reports/year2-portugal-report.pdf>, consulté le: 26 mai 2015.

SOUSA, L. de et J. TRIÃES. « Corrupção e Ética em Democracia : O Caso de Portugal », [Corruption et Éthique en Démocratie. Le cas du Portugal], Lisbonne 2007.

SOUSA, L. de. « 'I Don't Bribe, I Just Pull Strings': Assessing the Fluidity of Social Representations of Corruption in Portuguese Society », *Perspectives on European Politics and Society* 9 (1), 2008, pp. 8–23.

SOUSA, L. de et J. TRIÃES (ÉDS.), *A Corrupção e os Portugueses. Atitudes, práticas, valores*, Lisbonne, RCP, 2008.

SOUSA, L. de et J. TRIÃES. « Sinopse : "Corrupção e Etica em Democracia: O caso de Portugal" », [Synopsis 'Corruption et Éthique en Démocratie: Le cas du Portugal'], *in:* L. de Sousa et J. Triães (éds.), *A Corrupção e os Portugueses. Atitudes, práticas, valores.* [La Corruption et les Portugais. Attitudes, pratiques, valeurs., Lisbonne, RCP, 2008, pp. 53–74 .

TÄNZLER, D. « Transparency International. Von der Moralinstitution zur Politikberatungsagentur – Professionalisierungsstrategien in einer globalen Nonprofit-Organisation », *in:* E. Schröter *et al. (éds.), Transparenz. Multidisziplinäre Durchsichten durch Phänomene und Theorien des Undurchsichtigen.* [Transparence. Perspectives multidisciplinaires sur les phénomènes et théorie de l'opacité], Wiesbaden, VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2010, pp. 330–347 .

TÄNZLER, D., K. MARAS et A. GIANNAKOPOULOS (ÉDS.), *The Social Construction of Corruption in Europe*, Farnham, Ashgate, 2012 (Law, Crime and Culture).

TIAC (2009) *Plano Estratégico. Constituição e Institucionalização do Capítulo Português da Transparency International, 2009-2014.*

TIAC (2011) *Plano de communicação, 2011-2015.* Document inédit

TIAC (2012) *Plano de Atividades e Orçamento 2013.* Document inédit.

TRANSPARENCY INTERNATIONAL (2015) : « Lobbying in Europe: hidden influence, privileged access », Rapport publié le 15 avril 2015, < http://www.transparency.org/whatwedo/publication/lobbying_in_europe>.

TRANSPARENCY INTERNATIONAL (2015) *Our organisation*. <http://www.transparency.org/whoweare/organisation>.

UGHETTO, P. et M.-C. COMBES. « Entre les valeurs associatives et la professionnalisation : le travail, un chaînon manquant ? », *Socio-Logos (Revue en ligne)* 5, 2010.

WEISBEIN, J. « Le militant et l'expert : les associations civiques face au système politique européen », *Politique Européenne* 2001/3 (4), 2001, pp. 105–118.

WEISBEIN, J. « Sciences sociales, sciences biologiques, savoirs situés : Les militants fédéralistes et les surfeurs comme experts », Communication au Congrès AFSP, Paris 2013.